

Assemblée générale

PROVISOIRE

A/43/PV.6
3 octobre 1988

FRANCAIS

Quarante-troisième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 6e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 27 septembre 1988, à 10 heures

Président : M. CAPOTO (Argentine)

Allocution de S. E. M. Manuel solis Palma, Président de la République du Panama

Allocution de S. E. M. Robert Mugabe, Président de la République du Zimbabwe

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Londoño Paredes (Colombie)

M. Chevardnadze (Union des Républiques socialistes soviétiques)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-07S0, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 15.

ALLOCATION DE S. E. M. MANUEL SOLIS PALMA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PANAMA

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre l'allocution du Président de la République du Panama.

M. Manuel Solis Palma, Président de la République du Panama, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je suis heureux de souhaiter la bienvenue à l'Assemblée générale des Nations Unies au Président de la République du Panama, S. E. M. Manuel Solis Palma, et je l'invite à prendre la parole.

Le Président SOLIS PALMA (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, le Gouvernement de la République du Panama tient à exprimer toute la satisfaction que lui cause votre élection à la présidence de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Votre expérience et votre compétence, de même que votre profonde connaissance des problèmes mondiaux et, notamment, de la cause de la paix en Amérique centrale contribueront indubitablement à une issue satisfaisante de l'examen des affaires complexes et délicates qui retiendront l'attention de l'Assemblée générale.

Je voudrais également rendre un hommage particulier au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour son action qui non seulement a abouti à des résultats marquants dans quelques-unes des questions qui nous préoccupent le plus mais également reflète la contribution positive considérable qu'il a apportée à la cause de la paix, notamment en ce qui concerne la cessation des hostilités entre l'Iran et l'Iraq. Ces résultats semblent avoir rapproché les Nations Unies de la réalisation effective de l'objectif de ses fondateurs: faire de l'Organisation un système de sécurité collective.

Nous pouvons tirer de nombreux enseignements des observations faites par le Secrétaire général dans son rapport en ce qui concerne la nécessité de reconnaître que les pays débiteurs et les pays créanciers ont leur part de responsabilité dans la crise de la dette, de même que dans la relation entre la course aux armements et les inégalités du développement économique.

Le Président Solís Palma

Nous devons aussi ajouter que les données relatives à l'exportation nette de capitaux subie par les pays d'Amérique latine au titre du service de la dette, montrent à l'évidence l'imposition de conditions qui ne correspondent ni à leurs possibilités réelles ni aux critères d'égalité les plus élémentaires.

Une décennie de croissance nulle sur notre continent, voire la diminution de la production de richesses dans plusieurs domaines, constitue une condamnation irréfutable et dénonce les déséquilibres qui persistent dans le monde. Car, dans les faits, il y a eu concentration majeure des richesses parmi une infime minorité de pays tandis qu'il est de plus en plus difficile de surmonter la pauvreté et le retard de la majorité que constituent les pays moins privilégiés.

Le Président Solís Palma

Si l'on estime que près de 200 millions de **Latino-Américains** seront plongés dans la pauvreté à la fin du siècle, on est parfaitement en droit d'affirmer que ce problème exige une action immédiate moyennant l'intégration de l'Amérique latine, en marge des considérations traditionnelles. Outre les très graves problèmes économiques et sociaux que nous rencontrons partout, nous sommes profondément préoccupés par les conflits internationaux qui maintiennent le monde dans une situation d'instabilité et d'inquiétude - et c'est en particulier le cas de la politique d'apartheid en Afrique du Sud.

Cela étant, je dois dire que les accords récents intervenus entre les deux grandes puissances sur la réduction de certains types d'armes nucléaires nous permettent d'espérer que les risques d'hécatombe diminuent et que se dégageront les ressources nécessaires à la solution des problèmes économiques et sociaux les plus graves. Il est encourageant de constater que ce qui fut la principale source d'inquiétude et de crainte pendant plusieurs décennies pour une grande partie de l'humanité présente un caractère de moins en moins menaçant.

Cependant, ces accords de limitation des armes nucléaires coïncident avec l'apparition de nouvelles conceptions de la sécurité des grandes puissances qui jugent nécessaire de mettre davantage l'accent sur l'utilisation des armes classiques comme instrument d'assujettissement des peuples petits et faibles. Une importance accrue est donnée aux installations militaires situées dans des lieux stratégiques d'importance régionale ou mondiale.

Ainsi, cette évolution vers la paix fait également apparaître un nouveau danger qui pèse sur de nombreux pays sous-développés, et en particulier sur le Panama, car les Etats-unis d'Amérique attribuent aujourd'hui à leurs bases militaires sur le sol panaméen - bases qui devront être démantelées d'ici 11 ans - une importance stratégique plus grande que celle qu'ils leur accordaient avant la signature de leurs accords avec l'Union soviétique.

C'est ce qui explique que le Gouvernement des Etats-Unis ne veuille pas honorer les engagements pris aux termes du Traité du canal de Panama et souhaite maintenir au-delà de la date prévue sa présence militaire dans notre pays.

Le Président SoIfs Palma

Notre situation géographique, qui représente notre ressource naturelle la plus précieuse et la plus importante, représente maintenant le principal danger pour notre indépendance et pour notre souveraineté. Ce qui pour nous est un pont jeté entre les océans, propice à la promotion du commerce international et à notre développement, représente pour d'autres une position stratégique pour la réalisation d'ambitions mondiales. Ce que nous sommes prêts à offrir pour le bien de l'humanité, d'autres veulent s'en emparer pour le contrôle du monde.

Les Panaméens n'ont pas de prétentions ni d'ambitions hégémoniques et notre seul désir est de développer normalement les capacités et potentialités qu'exige l'amélioration matérielle et spirituelle de la situation de notre population.

Un autre très grave danger menace les petits peuples : celui de la désinformation. En utilisant l'arme de la désinformation pour subjuguer un petit peuple, une grande puissance peut mettre en oeuvre un immense pouvoir d'influence et de contrôle sur les systèmes de réception, de génération, de diffusion et de présentation des informations et commentaires, Inettant ainsi en place un réseau de manipulation de l'opinion publique à travers le monde.

La fragilité des sociétés humaines face au processus massif de mystification grâce aux moyens de communications de masse est l'un des problèmes les plus terrible de notre temps, et en particulier pour les peuples sous-développés qui sont les plus vulnérables à ces campagnes de désinformation. Si l'on exploite cette vulnérabilité au niveau national et à un niveau régional hégémoniqueJ si l'on recourt à une stratégie qui consiste à cultiver, exporter et introduire des méthodes nazies et fascistes, le nazisme et le fascisme, dont la défaite est à l'origine de la création de notre organisation, le moment est venu aujourd'hui de songer à une action concertée pour déjouer toutes les tentatives similaires de détourner l'humanité du cours souhaité.

On a introduit la discorde de façon délibérée et planifiée grâce à la manipulation des consciences, et cette manipulation s'est étendue au reste du monde. En effet, on a terni...é la réalité authentique par une réalité inventée conforme aux souhaits et aux besoins du Gouvernement américain actuel.

Le Président solis Palma

Il faut signaler que, ces deux dernières années, cette campagne de désinformation a été menée par un véritable ministère de la propagande chargé de présenter une image monstrueuse de Panama et de ses plus hauts responsables.

J'affirme ici que la campagne menée contre le commandant en chef des Forces de défense de Panama, le général Manuel Antonio Noriega, n'est rien d'autre qu'un sinistre jeu de mensonges organisé et exécuté par les agents de l'actuel Gouvernement américain. Si je dis que les Forces de défense de Panama ont mené une lutte exemplaire contre le trafic de drogues durant toute la période au cours de laquelle le général Noriega s'est trouvé à la tête de ces forces, certains des chefs d'Etat et responsables ici présents penseront que je ne parle pas ici de l'homme contre lequel s'est mobilisée la puissance américaine.

Quelle est donc la vérité? Le 12 juillet 1988, au sein du sénat américain, M. John C. Lawn, chef de l'Agence américaine de lutte contre les stupéfiants, a déclaré qu'il n'a trouvé aucune preuve impliquant le général Noriega dans le trafic de drogue.

Le Gouvernement des Etats-Unis a imposé à l'opinion publique mondiale une image de Panama et de ses dirigeants qui n'est rien moins que le produit de ses propres inventions, une création de ses agents transmise et diffusée par les filières qu'il contrôle afin de conférer une odeur de sainteté à ses objectifs funestes.

On a menti de façon éhontée aux peuples du monde, et en particulier au peuple des Etats-Unis, à propos de Panama. On leur a présenté une image de Panama sans rapport avec la réalité et, dans l'exécution de ce plan de désinformation, l'on a transgressé non seulement les normes et principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies mais également les considérations humanitaires les plus élémentaires.

Ce à quoi la nation panaméenne est en butte aujourd'hui mérite l'attention et la réflexion la plus sérieuse de la part des gouvernements des pays membres de cette organisation parce que ce qui se trame contre la République de Panama correspond en fait à une nouvelle forme de guerre de conquête.

Le Président solis Palma

Depuis la fin du mois de février dernier, le gouvernement actuel des Etats-Unis a commis contre mon pays toute une série de violations des normes fondamentales du droit international et des règles de coexistence pacifique. Je déclare ici catégoriquement que mon pays a toute raison de craindre une agression militaire directe de la part des Etats-Unis contre la République du Panama. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays qui ont une représentation diplomatique consulaire accréditée auprès de mon gouvernement savent de quoi je parle.

A la suite de la succession présidentielle du 26 février de cette année, lorsque j'ai pris mes fonctions en tant que chef constitutionnel de l'Etat, le monde entier a pu découvrir les objectifs du Gouvernement des Etats-Unis, à savoir renverser le gouvernement légitime du Panama et imposer de facto un régime dirigé par des personnalités qui se sont engagées à renégocier les clauses des Traités du canal de Panama, qui garantissent au peuple panaméen sa consolidation définitive comme nation indépendante, libre, souveraine et neutre, à midi le jour du 31 décembre 1999.

Je demande instamment à tous les membres présents d'accorder une très grande attention à la situation douloureuse que l'on a imposé à ma patrie et à mon peuple.

Le Panama était un pays florissant, tranquille, heureux et simple, avec un taux de croissance satisfaisant. Nous avons toujours recours au dialogue pour résoudre nos divergences internes et internationales, lorsque nous avons soudain connu la discorde, introduite de façon insidieuse, au sein de la société panaméenne, qui a fait l'objet d'une stratégie d'assujettissement dirigée contre mon pays sous prétexte que le système de gouvernement ne serait pas démocratique. Nous avons en ce qui nous concerne compris depuis longtemps que la seule manière de donner un sens véritable au terme de "démocratie" est de développer la participation populaire et de répartir justement la richesse et les possibilités, afin que tous les secteurs puissent accéder au mécanisme de décisions politiques et aux avantages de la croissance.

Conscients du caractère fondamentalement faible des institutions prises comme modèle ou imposées par la force, nous avons toujours voulu donner un sens fondamental à la démocratie, en combattant l'injustice sociale et les obstacles d'ordre économique et social qui entravent la liberté et l'égalité des individus, car ils sont préjudiciables à la dignité humaine. Naturellement, cette conception a suscité des réactions contraires parmi ceux qui se sont vu menacés dans les

Le Président Solís Palma

privilèges inacceptables qu'ils avaient acquis sous un régime de soi-disant démocratie formelle. Cette conception a également suscité des réactions contraires dans des secteurs qui estiment que nous progressons trop lentement et que la solution de leurs problèmes ne souffrent aucun retard. Nous comprenons et nous **acceptons ces réactions comme un problème interne. Nous trouvons inacceptable** qu'une puissance étrangère utilise toutes les ressources de la désinformation et de la manipulation des consciences pour pénétrer ces secteurs et les pousser à agir contre les intérêts de notre nation.

La démocratie se forge grâce à un effort collectif quotidien, de la part des gouvernements et des gouvernés, qui tend à établir une véritable justice économique et sociale, sur laquelle se fonde le développement d'un nouveau mode de vie que chaque nation a le droit de découvrir. Aucun pays ne peut s'arroger le droit d'intervenir dans un autre pays pour lui imposer un modèle institutionnel contraire à son droit à l'autodétermination.

Nos droits souverains ont donc été violés lorsque le Gouvernement des Etats-Unis a procédé au gel de 54 millions de dollars appartenant à la Banque du Panama, appartenant au peuple panaméen, déclenchant une campagne virulente afin de susciter la méfiance dans le système bancaire panaméen. C'était d'ailleurs une action envisagée depuis longtemps pour détruire le centre bancaire du Panama, objectif que, indépendamment des campagnes de déstabilisation, l'on s'était efforcé de réaliser plusieurs années auparavant. Cette action était si arbitraire qu'on est allé jusqu'à refuser tout recours en justice à la Banque nationale du Panama, qui n'a pu ni faire appel de cette décision devant les tribunaux américains, ni obtenir d'information sur ce qu'il est advenu de ces sommes.

De même, il est inconcevable que le Gouvernement des Etats-Unis ait décidé de ne pas procéder aux versements dus à notre pays en vertu des Traités du canal de Panama, ainsi qu'à ceux dus par des personnes morales ou physiques américaines au titre des taxes et impôts prévus par notre législation fiscale.

Par ailleurs, c'est la première fois qu'en vertu du décret du Président des Etats-Unis du 8 avril 1988, le Département d'Etat autorise des individus, en toute impunité et sans aucun contrôle légal, à disposer des fonds publics et privés panaméens arbitrairement gelés et déposés dans une banque de la Réserve fédérale

Le Président Solis Palma

américaine. Dans ce décret, la seule raison invoquée pour appliquer cette loi est l'idée absurde que mon gouvernement:

·constitue une menace inhabituelle et exceptionnelle à la sécurité nationale, à la politique extérieure et à l'économie des Etats-Unis d'Amérique.

Un pays comme le Panama ne peut en aucune façon être une menace pour les Etats-Unis et l'exercice légitime de notre indépendance, de notre souveraineté et de notre autodétermination et ne peut pas être une menace pour quelque peuple que ce soit. Mais lorsque les Etats-Unis recourent ainsi à l'arbitraire et aux caprices dans leurs relations avec une autre nation, cela a des conséquences très graves. Le fait d'avoir le leadership mondial dans le domaine politique impose de grandes responsabilités aussi bien dans l'élaboration des politiques que dans leur application.

Les Etats-unis ont déclaré une guerre économique à la République du Panama. Dans cette guerre, les effets se traduisent non pas en termes de pertes humaines et matérielles, mais plutôt en termes de préjudices politiques, sociaux, économiques et moraux graves qui touchent l'ensemble du peuple panaméen. En 1988, le produit intérieur brut connaîtra une baisse de plus de 20 %, ce qui représente plus de 2 milliards de dollars. Dans un pays de 2 millions d'habitants, un tel appauvrissement rend beaucoup plus difficile et pénible le renforcement des institutions démocratiques.

Le Président Solis Palma

Le Panama pourrait-il manquer de protester de la manière la plus vive alors qu'il subit la destruction de son économie et de sa force de travail, de ses moyens de production et de ses ressources exploitables, alors que la fourniture de nourriture et de médicaments à sa population s'est vue gravement affectée, alors que les négociations financières qu'il mène sont sabotées, alors même que les fonds publics panaméens, que l'on a retenus, sont l'objet d'une action de piraterie sans précédent dans l'histoire et, surtout, alors que l'on s'endort chaque jour dans la crainte de subir une agression militaire provenant des bases américaines qui sont situées sur notre propre territoire?

Je voudrais dire maintenant pourquoi le peuple panaméen nourrit de plus en plus la crainte de subir une intervention militaire directe. Nous vivons une menace visible, tangible et permanente, comme celle qui apparaît dans les faits que j'ai mentionnés et dans ceux dont je vais maintenant faire état parce qu'ils doivent être connus par toute la communauté internationale.

Alors que le Traité du canal de Panama de 1977 n'autorise une présence militaire américaine dans notre pays qu'aux fins de la défense et de la protection du canal interocéanique, ce canal est devenu aujourd'hui un instrument de puissance hégémonique, en particulier depuis 1986, avec la complète restructuration de la nature et des objectifs de la présence militaire des Etats-Unis.

En fait, avec la création de l'armée du sud et la réorganisation des états-majors du sud, avec une augmentation considérable des troupes et des armements, les bases militaires américaines sont devenues partie intégrante d'une structure conçue pour planifier et exécuter des attaques militaires contre d'autres pays. Au début de cette année, les effectifs militaires sur le sol du Panama dépassaient de plusieurs milliers le chiffre autorisé par le Traité du canal de Panama.

Entre le 27 février et les premiers jours de mars, cette année, sont arrivés au Panama des commandos spécialisés en matière d'attaque surprise, un bataillon d'élite de la 82^e division aéroportée, avec des équipes d'experts en matière de guerre électronique et plus de 300 hélicoptères d'attaque et de transport de troupes, ainsi que des détachements spécialisés dans l'occupation des centres urbains.

Le Président Solis Palma

Par la suite, sont arrivés 1 300 hommes supplémentaires, 800 fantassins de marine, des hélicoptères de combat, et des équipements militaires offensifs qui n'ont jamais fait partie du matériel utilisé par les Etats-Unis pour la défense du canal de Panama.

Les avions de combat ~~règnent~~ en maîtres dans le ciel panaméen. Par leurs mouvements, ils menacent de plus en plus fréquemment non seulement les installations des forces de défense du Panama mais également, sous différentes formes, les vols commerciaux internationaux.

A ce jour, les envois de troupes, qu'il s'agisse de forces de renfort ou de relève, n'ont pas cessé, des armements extrêmement destructeurs continuent d'arriver, et, de plus, il est procédé chaque jour à une interminable série de manoeuvres et d'exercices belliqueux qui ne peuvent avoir d'autre objectif que de démontrer une constante disposition à l'attaque.

Je voudrais maintenant évoquer à nouveau le rapport du Secrétaire général pour rappeler la position qu'a fait valoir traditionnellement la République du Panama, au sein des Nations Unies et en tant que membre du Mouvement des pays non alignés, face aux problèmes évoqués dans le précieux ouvrage que nous a présenté M. Pérez de Cuéllar.

Nous avons les mêmes préoccupations que le Secrétaire général à propos de l'Amérique centrale et, comme le Panama l'a déjà fait au sein du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui, nous insistons pour que cessent les pressions et l'injustice étrangère, afin que les républiques d'Amérique centrale puissent poursuivre la procédure de concertation qu'ils ont adoptée par la signature de l'Accord d'Esquipulas II.

En outre, le rapport de M. Pérez de Cuéllar évoque un problème d'importance vitale pour mon pays et pour mon peuple lorsqu'il parle des manifestations de mépris du droit international qui sont apparues récemment.

si les Etats, quels qu'ils soient, n'honorent pas les traités qui ont été signés et qui sont en vigueur, c'est tout le fondement du droit international qui s'effondre en même temps que les principes d'organisation de n'importe quelle communauté internationale, comme nous le dit le Secrétaire général dans des propos qui constituent un avertissement lourd de sous-entendus.

Le Président Solís Palma

Face à ce que doit subir aujourd'hui mon pays du fait de la prétention des Etats-Unis de ne pas donner suite aux engagements importants qu'ils ont souscrits en vertu du Traité de 1977 sur le canal de Panama, je voudrais dire pour conclure que le mépris des traités internationaux conduit nécessairement à une décomposition très grave du fondement moral de la coexistence entre les nations.

Lorsque la force remplace l'exercice du droit des peuples, on ouvre la porte à toutes sortes de bouleversements. Les Etats-Unis conservent une mission diplomatique dans notre pays sans reconnaître mon gouvernement, mission qui sert en fait à mener des activités de déstabilisation mais que nous ne pouvons pas éliminer de notre sol parce que nous sommes convaincus que l'on utiliserait ce prétexte pour recourir à la force. C'est une nouvelle dimension dans l'abus de pouvoirs, une humiliation quotidienne, un affront à la dignité des nations et de leurs dirigeants et un manque de respect du droit des peuples.

Le Panama n'est pas la seule nation vulnérable. De nombreux autres pays courent aujourd'hui le même risque et sont confrontés à cette même menace que nous ne pouvons éviter que par une union plus étroite, car seule la défense en commun des principes que les Etats-Unis ont violés pourra sauvegarder les petits pays •

Si l'on donne à des particuliers le pouvoir de décider de la légitimité d'un gouvernement et d'intervenir dans les finances d'un Etat souverain pour qu'ils en disposent à loisir, cela ne représente-t-il pas une menace pour tous les petits pays du monde?

Ce n'est que par un effort décisif de solidarité, par l'union de tous, aujourd'hui, et par l'adoption de mesures concrètes visant à une intégration à court terme que l'on pourra garantir que le Panama ne soit pas le dernier maillon d'une chaîne de cas semblables au nôtre.

Le Président Solis Palma

L'alliance politique que représente le mouvement des pays non alignés est une force morale importante dans la communauté internationale. Il est certain que c'est une force politique qui se voit obligée aujourd'hui d'étendre son influence dans le domaine économique afin de créer une plus grande solidarité entre les peuples petits et faibles parce que c'est le meilleur moyen d'éviter que ne se répètent les situations comme celles dont souffre mon pays.

L'Amérique latine a trop de problèmes de développement social, économique et culturel, et d'immenses masses humaines sont plongées dans le désespoir. Dans ce contexte, semer la discorde dans les sociétés, au nom de la démocratie, de la justice et de la liberté peut conduire à des résultats tout à fait contraires à ces idéaux.

Il y a 167 ans, l'un des plus distingués pères fondateurs des Etats-Unis d'Amérique, John Quincy Adams, formulait une mise en garde prophétique contre le danger que son gouvernement aille au-delà de ses frontières à la recherche "de monstres à détruire". Il l'avertissait que les conséquences d'une telle situation terniraient ses plus brillants idéaux de liberté. Dans mon pays, et, j'en suis sûr, dans le monde entier, les hommes épris de liberté voient avec perplexité et indignation que le Gouvernement des Etats-Unis invente aujourd'hui des monstres pour réaliser ses desseins de domination continentale.

Pour les pays d'Amérique latine dont les économies sont faibles l'utilisation par le Gouvernement américain de sa puissance économique pour asphyxier Panama et pour s'efforcer de soumettre mon pays est un précédent funeste. Cette politique peut devenir un obstacle au développement de tout le continent et au déploiement normal des capitaux de l'Amérique du Nord.

Les investissements étrangers susciteraient une appréhension et une crainte justifiée, particulièrement dans les pays d'Amérique latine qui se verraient ainsi brusquement obligés d'y voir les instruments potentiels de visées impérialistes. Les ordres et les interdits imposés par le Gouvernement américain actuel aux entreprises de ses ressortissants au Panama reviennent à poser sur les investissements américains à l'étranger l'étiquette d'armes d'agression.

Il y a de nombreux pays qui, comme le Panama, ont besoin d'investissements massifs de capitaux afin de favoriser leur processus de développement, pays qui ont réformé leur politique, modernisé leurs méthodes, qui ont investi des efforts et des ressources précieuses dans la formation d'un personnel qualifié, qui ont ajusté leur législation et qui ont souscrit à des conventions pour attirer les capitaux étrangers afin de renforcer leur économie.

Le Président Solís Palma

Mais, si ces mêmes pays constatent aujourd'hui que le Panama, dont l'économie est si étroitement liée aux investissements américains, est soudain confronté au fait que le Gouvernement utilise cette dépendance relative créée par ce lien, et s'ils voient que les Etats-unis brandissent cette arme pour étrangler l'économie du Panama, soumettre son gouvernement, et assujétir son peuple, ils ne peuvent qu'éprouver de graves appréhensions. Dans l'économie mondiale, une formule qui se traduirait par plus de dollars pour moins de dignité ne peut que faire peur.

Le Panama s'est pleinement acquitté de sa fonction internationale en tant que centre de communication interocéanique au profit de toute l'humanité et continuera de suivre ce destin historique avec l'abnégation la plus totale, quelles que soient les difficultés qu'il rencontre et en dépit de tous les obstacles qui lui sont imposés au niveau international. Aussi demandons-nous que soit respectée notre dignité de nation indépendante et que soient pleinement honorées les clauses des traités qui régissent le fonctionnement et le maintien de la voie interocéanique, aussi bien pour parvenir à la souveraineté totale à la fin du siècle que pour rendre plus efficace notre stricte neutralité.

La raison d'être des Nations Unies est avant tout de répondre au désir de paix de toute l'humanité, et j'ai le devoir de faire appel à toute la capacité de dissuasion morale de leurs Membres pour protéger une nation agressée et menacée. Mon gouvernement veut la paix et recherchera le dialogue et la concertation pour parvenir à un règlement de tous les différends internationaux.

Je voudrais mentionner aux fins du compte rendu que le Panama a pu résister à l'agression et a conservé sa dignité grâce à la conscience qu'a le peuple panaméen de la notion de nation et de la souveraineté, conscience qui a grandi de génération en génération. Notre volonté ne sera pas entamée, si inégale que soit la lutte.

Accentuer délibérément les divergences et l'agression à l'encontre de Panama ne peut avoir d'autres conséquences que d'éloigner davantage nos peuples et de menacer dangereusement la paix et à la sécurité dans cette région du monde. Au contraire, si nous nous donnons la main, si nous nous entendons, il en résulterait des avantages mutuels qui profiteraient également à toute la communauté des nations.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je voudrais remercier le Président de la République du Panama de son importante déclaration.

S. E. Manuel Solís Palma, Président de la République du Panama, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Avant de donner la parole au prochain orateur, je fais appel à l'obligeance des représentants ici présents afin de faciliter les travaux de l'Assemblée générale. La requête de la présidence porte sur le bruit, les mouvements et les félicitations qui ont lieu dans cette salle. Ces félicitations sont évidemment bien compréhensibles après qu'un orateur a fait son intervention mais nous devons nous souvenir qu'en de nombreuses occasions ces félicitations sont présentées au moment où un autre orateur prend la parole. Par courtoisie donc, et pour faciliter le bon ordre de nos délibérations, je demande une fois encore aux représentants de bien vouloir respecter scrupuleusement le silence et le bon ordre nécessaires dans cette salle et d'éviter de présenter des félicitations qui pourraient interrompre ou gêner le représentant qui fait sa déclaration. J'espère que tous les membres réaliseront la nécessité de coopérer avec la présidence en l'occurrence.

ALLOCUTION DE S. E. M. ROBERT MUGABE, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU ZIMBABWE

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président de la République du Zimbabwe, S. E. M. Robert Mugabe.

M. Robert Mugabe, Président de la République du Zimbabwe; est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président de la République du Zimbabwe, S. E. M. Robert Mugabe, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président MUGABE (interprétation de l'anglais) : Je voudrais commencer par vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale. Votre accession à ce poste élevé est non seulement la consécration de vos talents de diplomate chevronné mais également la preuve de l'estime dont votre pays, membre important du Mouvement des non-alignés, jouit au sein de la communauté internationale. Nous sommes convaincus que sous votre direction compétente, notre tâche sera couronnée de succès.

M. Peter Florin a eu un mandat particulièrement chargé. En dehors de la quarante-deuxième session ordinaire, il a dû présider plusieurs reprises de la session ordinaire de l'Assemblée et sessions extraordinaires. Il a plus que justifié la confiance que la communauté internationale avait placée en lui. Nous lui en sommes très reconnaissants.

Il est évident que le Secrétaire général est l'incarnation même de la morale internationale. Tout au long de ces années de troubles et d'angoisse qui ont caractérisé son deuxième mandat, c'est uniquement grâce à la volonté ferme et résolue de M. Javier pérez de Cuéllar que l'Organisation a retrouvé la haute estime dont elle jouit actuellement, même auprès de certains de ses détracteurs. Bien que la chance n'ait pas complètement tourné en faveur de l'Organisation, nous avons néanmoins dépassé le stade où le Secrétaire général craignait de devoir présider à la dissolution de l'Organisation des Nations Unies. Au lieu de quoi, ce sont maintenant des entretiens de paix qu'il préside, du Golfe à l'Afghanistan, en passant par Chypre et le Sahara occidental, et ce sous les auspices des Nations Unies ou conformément à des conditions définies par celles-ci. Il s'agit là d'une réalisation remarquable, point culminant de la démarche diplomatique patiemment et prudemment orchestrée qui caractérise le mandat de M. pérez de Cuéllar en sa qualité de Secrétaire général. Les représentants des pays non alignés sont extrêmement satisfaits de l'oeuvre accomplie par l'un des diplomates les plus éminents du Pérou, membre important de notre Mouvement.

Le "déclenchement" de la paix dans des endroits où les conflits semblaient échapper à toute solution et le fait que la fortune sourit à nouveau à l'Organisation des Nations Unies sont les principales caractéristiques de la situation internationale actuelle. Dans le Golfe - théâtre de la guerre probablement la plus douloureuse et destructrice qui ait eu lieu depuis 1945 -, le canon s'est tu. Les belligérants d'hier, assis à la même table à Genève, parlent

Le Président Mugabe

de paix. La base de cette paix demeure la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité, dont l'évolution et les termes équilibrés doivent beaucoup à la solidarité des pays non alignés au sein du Conseil de sécurité. L'arrêt des hostilités non seulement a mis fin à l'angoisse des peuples de l'Iran et de l'Iraq et offert à ces pays une possibilité de reconstruction et de développement, mais a également éliminé une menace dangereuse pour la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi nous prions instamment ces deux pays non alignés Membres des Nations Unies de coopérer aux efforts déployés par le secrétaire général pour trouver une solution durable au conflit.

Conformément aux accords de Genève sur l'Afghanistan, négociés sous les auspices des Nations Unies par le Représentant spécial du secrétaire général, M. Diego Cordovez - à l'époque Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et actuel Ministre des affaires étrangères de l'Equateur, autre pays latino-américain et membre important du MOuvement non aligné -, des milliers de soldats étrangers ont déjà quitté l'Afghanistan. Cette mesure, outre qu'elle permettra au peuple afghan de décider de son avenir à l'abri de toute ingérence étrangère, a également pour effet d'éliminer une autre menace pesant sur la paix et la sécurité internationales. Nous invitons instamment toutes les parties à respecter scrupuleusement ces accords de façon à ne rien faire qui puisse les compromettre.

En Afrique australe également, nous avons été témoins de l'accord tripartite intervenu entre l'Angola, Cuba et le régime de Pretoria et qui prévoit le retrait des troupes sud-africaines d'Angola et la mise en oeuvre éventuelle du plan des Nations Unies pour la Namibie. Nous accueillons favorablement la proclamation du cessez-le-feu et la fin de l'occupation illégale du territoire souverain de l'Angola par l'Afrique du Sud. Nous espérons sincèrement que l'Afrique du Sud respectera scrupuleusement l'accord tripartite et procédera à l'application de la résolution 435 (1978) du conseil de sécurité.

Ailleurs en Afrique, grâce aux Nations Unies, il semble également que des progrès décisifs aient été réalisés dans le règlement de la guerre dont le Sahara occidental est le théâtre depuis 13 ans. Nous relevons en particulier la proposition faite le mois dernier par le secrétaire général en vue de la proclamation du cessez-le-feu, suivi d'un référendum auquel la population du Sahara occidental serait appelée à participer, y compris les personnes vivant dans les camps de réfugiés. Il est également satisfaisant de relever que le Maroc et le

Le président Mugabe

POLISARIO, les deux parties au conflit, sont sur le point d'entamer des pourparlers directs, répondant ainsi à l'appel lancé par l'Organisation de l'unité africaine à cet effet. Nous espérons qu'il sera bientôt possible de régler une fois pour toutes la question fondamentale de l'autodétermination du peuple sahraoui.

En ce qui concerne le Kampuchea, il semblerait également qu'il y ait une certaine évolution. Le Viet Nam a promis de retirer ses troupes du Kampuchea, et les parties intéressées ont tenu à Djakarta une réunion officieuse et se consultent constamment sur la nature de l'ordre à instaurer en Asie du Sud-Est une fois réglé le différend. Les pays du Mouvement non aligné continueront d'inciter les parties intéressées à accélérer la recherche d'un règlement honorable du problème. Quant à la question controversée de la division de Chypre, on a constaté récemment une évolution prometteuse de la situation, et ce grâce aux efforts du secrétaire général. Nous espérons que là aussi il sera possible de progresser.

La détente enregistrée récemment sur la scène internationale n'a en rien modifié la nature des problèmes auxquels nous devons faire face dans notre région. Le Mouvement non aligné a toujours maintenu que l'apartheid est la cause profonde du conflit et que la paix et la sécurité ne pourront régner en Afrique australe tant que ce système ne sera pas éliminé. La déstabilisation des économies des Etats de première ligne se poursuit de plus belle. Des millions de personnes déplacées, d'hommes, de femmes et d'enfants innocents, tragiques réfugiés du système maléfique d'apartheid, sont constamment en quête de nourriture et de sécurité. Il y a un mois à peine, j'ai eu le privilège d'assister à Oslo (Norvège) à la Conférence internationale sur la situation tragique des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe. C'est la première fois qu'une conférence de ce genre est entièrement consacrée au problème des réfugiés en Afrique australe. La Conférence a déterminé que le nombre de personnes chassées de leur foyer par les actes de déstabilisation du régime d'apartheid a atteint le chiffre catastrophique de 5,4 millions. Des milliers de vieillards et de femmes, de malades et d'enfants en bas âge - éléments les plus vulnérables de nos sociétés - qui tentent de trouver refuge ailleurs mais n'y parviennent pas périssent, victimes des éléments contraires ou des baïonnettes des bandits à la solde de Pretoria.

Le Président Mugabe

En Afrique du Sud même, la majorité de la population, dont le seul crime est la couleur de la peau, continue d'être opprimée par la politique de l'apartheid. Des milliers de personnes sont incarcérées dans les prisons de l'apartheid. Le monde doit en prendre note et réagir. On ne peut rejeter l'apartheid dans l'oubli; la seule solution est de l'extirper par la force. Le seul moyen de ce faire, à part la guerre, est l'imposition par toute la communauté internationale des sanctions contraignantes et globales prévues au Chapitre VII de la Charte. Ceux qui s'opposent aux sanctions présentent des arguments de plus en plus creux et égoïstes. Les sanctions feront peut-être perdre des emplois à des Noirs et à des Blancs mais elles affaibliront sans aucun doute l'apartheid. La non-application des sanctions permet à l'apartheid de survivre. L'apartheid tue. Les sanctions peuvent avoir un effet psychologique puissant sur la minorité blanche d'Afrique du Sud. Car aucun homme n'est une île pas plus que ne l'est aucune nation, même pas une nation de racistes invétérés.

Le Moyen-Orient est un autre point douloureux où les possibilités de paix continuent de nous échapper. Israël continue d'occuper les terres arabes et palestiniennes capturées, tandis que les citoyens des territoires occupés font face, les mains nues, aux blindés d'Israël et comptent parmi eux de nombreuses victimes. Le soulèvement des neuf derniers mois dans les territoires occupés n'est pas un simple acte de courage - nul ne veut mourir -; c'est un acte de désespoir. Le peuple palestinien, comme tous les êtres humains, veut exercer son droit à l'autodétermination. Israël doit se retirer des territoires occupés et libérer la nation palestinienne. Nous sommes d'avis que seule la convocation d'une conférence internationale de paix sous les auspices des Nations Unies en vue de traiter de tous les aspects du problème du Moyen-Orient permettra d'instaurer la paix et la sécurité pour tous dans la région.

En Amérique centrale, le plan Arias s'est avéré un cadre concret et viable de paix. Les négociations se poursuivent, même si ce n'est que de façon intermittente, dans les pays où existe un problème d'insurrection. Nous notons en particulier que le Gouvernement du Nicaragua continue de tendre la main à l'opposition en lui demandant de poursuivre les négociations. Le cessez-le-feu prévu par le plan a été maintes fois prolongé et est encore en vigueur. Ce serait manquer du sens des responsabilités que de demander ou de causer l'abandon du cessez-le-feu. Les pays ne doivent pas recourir à la politique d'intimidation ni à la diplomatie de la violence dans la région. Il est essentiel, pour les peuples et

Le Président Mugabe

les gouvernements de l'Amérique centrale, de même que pour la paix internationale, de permettre au plan Arias d'aboutir.

Le maintien de troupes étrangères dans la péninsule Coréenne prolonge la division injustifiée de cette terre et accroît la tension. C'est pourquoi nous demandons instamment le retrait de toutes les troupes étrangères et demandons que des négociations se déroulent pour assurer la réunification de la péninsule.

En une époque de puissance destructrice à apocalyptique, la coopération en matière de réduction des moyens de guerre devient une nécessité impérieuse. La communauté internationale s'est donné des priorités clairement définies en matière de désarmement dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui s'est tenue en 1978. Dans cette liste, on insiste tout d'abord sur la nécessité de prévenir le déclenchement d'une guerre nucléaire. Les Etats non alignés ont déjà déclaré que le recours aux armes nucléaires, outre le fait qu'il s'agirait là d'une violation de la Charte des Nations Unies, constituerait également un crime contre l'humanité. A cette fin, ils ont demandé instamment à tous les Etats dotés d'armes nucléaires, en attendant la conclusion d'un accord de désarmement nucléaire, de bien vouloir signer un instrument contraignant par lequel ils renonceraient au recours aux armes nucléaires. Il serait également bon, en attendant, que les Etats détenteurs d'armes nucléaires déclarent solennellement qu'il ne seront pas les premiers à utiliser ou à menacer d'utiliser les armes nucléaires. En même temps, la Conférence du désarmement doit chercher à assumer le mandat que lui a confié l'Assemblée générale en ce qui concerne la prévention de la guerre nucléaire.

Il est évident que, tant que la course aux armements nucléaires se poursuivra et que les arsenaux des Etats disposeront d'armes nucléaires, le risque de guerre nucléaire subsistera. Pour cette raison, nous devons adopter des mesures d'urgence pour juguler la course aux armements nucléaires et procéder au désarmement nucléaire. Nous nous sommes félicités de la conclusion du Traité sur l'élimination des missiles à courte et moyenne portée conclu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis à la fin de l'année dernière. Le Traité, bien que revêtant une grande importance symbolique du fait qu'il représente la première mesure significative de désarmement à notre époque, ne doit pas nous faire oublier le fait qu'il ne s'attaque qu'à 4% des ogives nucléaires et que les 96% des armes restantes, constamment modernisées et rendues plus précises, mortelles et utilisables, existent toujours. Nous ne devons pas nous contenter de nous féliciter en cette

Le Président Mugabe

occasion, mais nous devons redoubler d'efforts pour éliminer les arsenaux d'armes nucléaires beaucoup plus importants qui subsistent encore. A cette fin, nous demandons instamment aux Etats-unis et à l'Union soviétique de se rapprocher rapidement de l'objectif de 50% de réduction des arsenaux d'armes stratégiques offensives qu'ils se sont fixé eux-mêmes.

si les négociations bilatérales en matière de désarmement revêtent quelque importance, il ne faudrait pas tirer parti des succès ainsi enregistrés pour limiter le rôle des Nations Unies dans ce domaine. Les Nations Unies, en tant que seule instance universelle, ont un rôle central à jouer dans toutes les questions qui concernent l'humanité tout entière. A cet égard, nous déplorons profondément que l'élan acquis au cours des négociations bilatérales de l'an dernier ne se soit pas traduit en réalisations concrètes au cours de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Les pays non alignés ont toujours été d'avis que les négociations bilatérales et multilatérales en matière de désarmement devraient se renforcer et se compléter mutuellement et non pas constituer des obstacles les uns pour les autres. Il en va particulièrement ainsi des questions de désarmement d'importance vitale pour tous les Etats, telles que la conclusion d'un traité d'interdiction globale des essais, la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, le désarmement nucléaire, les armes chimiques, les armes classiques et l'élaboration d'un programme global de désarmement.

La poursuite de la coopération nucléaire entre l'Afrique du Sud d'une part et certains Etats occidentaux et Israël d'autre part préoccupe particulièrement mon pays. Nous avons toujours mis en garde contre ce que Pretoria admet maintenant publiquement, à savoir qu'il possède la capacité de fabriquer des armes nucléaires. Nous espérons en conséquence que les responsables du transfert de ces connaissances techniques au régime d'apartheid s'abstiendront désormais de toute collaboration avec lui dans ce domaine et dans les domaines connexes. La nucléarisation de l'Afrique du Sud non seulement constitue un danger direct pour notre région du continent mais encore fait obstacle à la mise en oeuvre de la Déclaration Sur la dénucléarisation de l'Afrique et fait aussi peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité a pour responsabilité, en vertu de l'alinéa c) du paragraphe 63 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, de veiller à ce que la mise en oeuvre de la Déclaration sur la dénucléarisation de

Le Président Mugabe

l'Afrique ne soit pas compromise. Cet organe doit agir sans plus attendre pour adopter des mesures qui mettent un frein à la nucléarisation continue de l'Afrique du Sud. Qui plus est, nous pensons que la proposition faite par l'Afrique du Sud d'entamer des négociations avec les trois Etats dotés d'armes nucléaires parties au Traité sur la non-prolifération en vue de son adhésion éventuelle au Traité n'est qu'une manoeuvre pour retarder sa suspension de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). C'est pourquoi nous ne voyons pas la nécessité de telles négociations, et demandons instamment à la Conférence générale de l'Agence de suspendre l'Afrique du Sud immédiatement.

A propos encore de la question de l'Afrique et des armes nucléaires, je souhaite une fois de plus, en cette instance, protester avec indignation contre l'arrogance manifestée par les nations industrialisées qui viennent déverser leurs déchets nucléaires et toxiques en Afrique. L'Afrique a déjà suffisamment de problèmes qui lui sont propres sans encore devenir la décharge des riches nations du Nord. Il ne serait pas juste que les nations les plus pauvres soient celles qui souffrent des pires effets d'un "progrès" qu'elles ne partagent pas.

Le Président Mugabe

L'océan Indien est lui aussi d'une importance vitale pour les Etats du littoral et de l'arrière-pays de cette région. Dix-sept ans après l'adoption, par l'Assemblée, de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, le Comité spécial de l'océan Indien se perd toujours en vaines discussions de procédure et de méthodologie. Pendant ce temps-là, la militarisation de l'océan par les grandes puissances va bon train tandis que la Conférence de Colombo envisagée est perpétuellement remise à plus tard. Puisque ceux qui s'opposaient à la Conférence prétextaient pour cela les foyers de tension dans la région, les règlements intervenus en Afghanistan et dans le Golfe devraient maintenant permettre cette conférence. Nous souhaitons ardemment que la Conférence de Colombo, prévue actuellement pour 1990, ne soit pas une nouvelle fois reportée.

La crise aiguë que traverse l'économie internationale n'a pas paru s'atténuer au cours de l'année écoulée. La croissance continue d'être lente, inexistante, voire négative dans la plupart des pays en développement. Les prix des produits de base demeurent bien en deçà des niveaux acceptables. La dette extérieure pèse toujours aussi lourdement sur l'économie des pays en développement. Les taux d'intérêt élevés ont considérablement accru le fardeau du service de la dette. En outre, le courant des ressources continue à aller des pays pauvres du Sud vers les pays nantis du Nord.

La réalité de l'interdépendance fait de ces problèmes une réalité pour chaque pays. Pour remédier à cette situation, nous devons adopter une série complète de mesures qui couvrent tous les aspects du problème et favorisent la relance et l'accélération de la croissance dans les pays en développement débiteurs. L'objectif de 0,7 % du produit national brut en courants financiers de ressources des pays développés vers les pays en développement, convenu pour l'aide publique au développement (CAPD) dans le cadre de la Stratégie internationale du développement, doit être rapidement atteint, tout comme doit l'être l'objectif de 0,15 % du produit national brut des pays les moins avancés, dont il a été convenu dans le nouveau programme substantiel d'action.

En 1986, l'Assemblée générale a adopté le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Ce programme avait suscité de grands espoirs mais, en dépit des énormes sacrifices que les pays de la région ont consentis pendant ces deux dernières années, nous ne voyons aucun signe de relance économique en Afrique.

Le Président Mugabe

Il Y a un an à peine, la Commission mondiale de l'environnement et du développement a rappelé que la pauvreté était l'une des causes fondamentales de l'actuelle détérioration de l'environnement. Les exigences économiques obligent peut-être certains à couper leur forêt tropicale, mais les conséquences s'en feront tout autant sentir à New York, Londres et Tokyo. Cette année, on parle beaucoup de l'effet de serre. La Commission de l'environnement nous dit qu'améliorer le niveau de vie dans le tiers monde pourrait être une manière réaliste d'inverser cette tendance.

Les solutions unilatérales sont impossibles. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un dialogue global. Le Mouvement des pays non alignés a toujours préconisé l'approche multilatérale. Nous avons demandé la reprise du dialogue Nord-Sud. Nous avons demandé la convocation d'une conférence internationale sur les questions monétaires et financières à participation universelle pour faire face aux exigences de l'économie internationale en matière de développement et de financement, notamment de l'économie des pays en développement. Nous avons également déclaré que des négociations sur le problème de la dette, auxquelles participeraient les nations créancières et débitrices, les institutions financières multilatérales et les banques internationales privées, étaient nécessaires si l'on voulait trouver une solution durable à l'actuel problème de la dette.

En ce qui nous concerne, au sein du Mouvement des pays non alignés, nous sommes prêts à tout faire pour faciliter l'ouverture du dialogue. Au début de l'année, le Comité des Non-Alignés sur la coopération économique s'est réuni à Harare pour faire le point du dialogue Nord-Sud et proposer sa relance. Je recommande à tous d'étudier attentivement l'important document contenant lesdites propositions.

Toutefois, le Mouvement des pays non alignés ne représente qu'une partie de la famille des nations. Il importe que tous les Membres participent au règlement de l'actuelle crise que traverse l'économie mondiale. Nous espérons que le climat de dialogue qui s'est instauré grâce à la détente dans les relations entre les superpuissances aura également des répercussions dans le domaine économique. C'est pourquoi nous jugeons encourageantes les bonnes nouvelles nous parvenant de la réunion au sommet du Groupe des Sept à Toronto. Même si elles sont limitées, les propositions de Toronto envisageant l'annulation de la dette officielle des pays les moins avancés de l'Afrique subsaharienne prouvent que l'on comprend nos problèmes, et nous espérons que cette attitude sera désormais celle des pays industrialisés à

Le Président Mugabe

l'égard de l'ensemble de la question de la crise de la dette dans le monde en développement.

D'ici à la fin de l'année, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours de l'Uruguay Round de négociations commerciales dans le cadre d'une réunion de haut niveau qui doit avoir lieu à Montréal. Cette réunion offre aux pays développés comme aux pays en développement l'occasion unique de mesurer le chemin parcouru par l'Uruguay Round et de confirmer qu'ils sont toujours décidés à trouver des solutions durables au malaise dont souffre actuellement le système des échanges internationaux. Il faut à tout prix, au cours de ces négociations, éviter les initiatives contraires à l'esprit de coopération internationale et à la communauté d'intérêts entre pays développés et pays en développement. Il faut résister aux tentatives égoïstes de passer outre les principes et les règlements bien établis de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Depuis quelques années, on est davantage conscient de la menace que ces problèmes économiques représentent pour la paix et la sécurité internationales. Le moment est venu d'avoir une semblable conception en politique. Le Mouvement des pays non alignés veut participer activement à ce processus, et nous sommes certains que d'autres sont prêts à se joindre à nous.

Je voudrais revenir à la question des Nations Unies et à la notion de multilatéralisme. Les années 80 resteront dans l'histoire de notre siècle la décennie du recul par rapport au multilatéralisme. Nombre d'entre nous voudraient croire que ce phénomène des années 80 a fait son temps et qu'il tend à disparaître. Malheureusement, la réalité est moins rassurante. Les Nations Unies sont toujours enlisées dans une crise financière délibérément provoquée. Le Secrétaire général est littéralement réduit à l'état de mendiant qui tend la main pour empêcher l'Organisation de fermer ses portes. C'est parfaitement indécent et doublement intolérable si l'on songe au rôle croissant que jouent les Nations Unies pour ce qui est de déjouer les menaces à la paix et à la sécurité internationales.

J'en appelle à tous les Etats Membres pour qu'ils se rallient derrière le Secrétaire général et s'acquittent pleinement des obligations juridiques qu'ils ont solennellement contractées aux termes de la Charte.

Sur ces mots, qu'il me soit permis de conclure en réaffirmant l'attachement du Mouvement non aligné aux nobles idéaux de l'Organisation. Chacun d'entre vous peut, dans l'exercice de ses difficiles fonctions, compter sur l'appui indéfectible du MOUVEMENT des pays non alignés.

Le PRESIDENT! (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Zimbabwe de l'importante déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Robert Gr Mugabe, Président de la République du Zimbabwe; est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. LONDONO-PAREDES (Colombie) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, je tiens avant tout, au nom du peuple et du Gouvernement colombiens, à vous féliciter chaleureusement de votre élection à la présidence de cette assemblée. Nous savons tous que votre compétence notoire et votre vocation démocratique seront mises au service du succès de ses débats.

La quarante-troisième session de l'Assemblée générale de l'Organisation se déroule aujourd'hui dans l'optimisme, résultat du climat de détente qui fait suite aux accords conclus entre les grandes puissances. Ce climat et la gestion intelligente du secrétaire général raniment la foi en le système des Nations Unies et lui rendent sa crédibilité.

Nous saisissons cette occasion pour faire de cette tribune un véritable lieu d'entente universelle. L'Organisation des Nations Unies ne doit pas seulement s'efforcer d'éviter les conflits et d'encourager leur règlement, mais doit être aussi un point de convergence authentique qui permette d'identifier les moyens les plus efficaces de garantir à tous les Etats une paix vraiment stable et durable. Bien que l'Organisation ait donné la preuve de sa vigueur et de ses aptitudes à entreprendre des changements importants et proposer, avec fermeté, des mesures qui permettront d'atteindre de meilleurs niveaux de vie et des modèles de développement adaptés aux diverses régions du monde, il faut que les grandes puissances soient disposées à utiliser les mécanismes les plus efficaces pour réaliser ces objectifs.

Espérons que le renforcement de l'Organisation des Nations Unies dont nous sommes témoins lui permettra de jouer le rôle qu'elle n'a jamais pu jouer jusqu'à présent dans le maintien de la paix et la réalisation d'un développement accéléré des pays pauvres de la planète.

Dans la voie du renforcement de leur fragile processus de développement, les pays du tiers monde se heurtent à des phénomènes qui les menacent de manière tragique dans des domaines aussi importants que la crise alimentaire, la violence,

M. Londono-Paredes (Colombie)

le sous-développement, ainsi que les difficultés économiques et, parfois, l'instabilité politique.

La situation qu'ils connaissent à cause de phénomènes déstabilisateurs tels que le trafic des drogues et le terrorisme est tout aussi grave. L'une de nos préoccupations à cet égard participe du fait que les membres de ces groupes disposent des ressources nécessaires pour combattre la légalité et les institutions démocratiques. Le trafic aberrant et absurde d'armes qui sévit sans être contrôlé dans le monde entier sert à introduire des éléments perturbateurs aux conséquences extrêmement graves pour les pays qui doivent subir ces phénomènes ou pour les gouvernements démocratiques et populaires menacés de déstabilisation par l'ingérence étrangère dans leurs affaires intérieures.

M. Londono-Paredes (Colombie)

L'ambivalence universelle éclate au grand jour lorsqu'on aborde ce sujet, puisque ce sont souvent les mêmes pays qui prétendent défendre la paix et la sécurité qui fournissent des armes à ceux qui combattent ces valeurs dans d'autres régions du monde. Certains fabricants d'armes encouragent fréquemment les aspects commerciaux de ce trafic, si bien que le monde entier, sans exception, est victime d'une situation absurde qui s'abrite essentiellement derrière des intérêts économiques et la cupidité des particuliers. Nous considérons donc que cette question doit être abordée avec détermination et courage, car nous ne pouvons continuer d'en ignorer la gravité ni les conséquences détestables, pendant qu'à l'échelle internationale se perçoivent les effets de la détente.

Nous voulons également condamner l'emploi d'armes chimiques : aucun argument ne saurait le justifier. Nous souhaitons appeler l'attention de ce forum pour que l'on dénonce et condamne non seulement ceux qui utilisent ces armes, mais aussi les pays qui fournissent les matières premières et l'aide technique pour leur fabrication car, dans ce cas, la responsabilité est partagée aussi bien par ceux qui utilisent ces armes que par ceux qui, pour des motifs commerciaux, en facilitent l'emploi.

Nous réaffirmons ici notre adhésion inconditionnelle au principe du règlement des différends par les procédures de solution pacifique énoncées par la Charte des Nations Unies. Nous entretenons et renouvelons nos espérances en la possibilité d'une entente dans le conflit de l'Amérique centrale dans le cadre inchangeable de la non-ingérence et de l'autodétermination des peuples.

C'est pour cette raison que nous maintenons notre engagement aux côtés d'autres pays démocratiques latino-américains associés pour créer un mécanisme permanent de consultation et de concertation politiques, pour garantir à nos pays l'autonomie, le respect, la dignité et assurer aux futures générations un avenir de paix, de démocratie et de progrès social et économique.

Nous exprimons aujourd'hui l'espoir que les négociations pour le règlement du problème de la souveraineté des îles Malvinas reprendront dès que possible. Vous savez, Monsieur le Président, que mon pays est à vos côtés dans ces efforts.

En outre, nous accueillons avec satisfaction l'ouverture du dialogue prometteur dans la péninsule Coréenne et nous sommes disposés à entendre dans cette Assemblée les représentants des deux parties intéressées.

M. Londono-Paredes (Colombie)

Nous nous joignons également aux sentiments de satisfaction et d'optimisme exprimés par le monde entier concernant le règlement en cours de conflits aussi délicats que ceux de l'Afghanistan, de l'Afrique australe, du Sahara occidental et, bien sûr, la fin de la guerre entre l'Iran et l'Iraq. Nous espérons que l'année prochaine dans ce forum, se trouveront parmi nous les représentants d'une Namibie libre.

Nous souhaitons dire que nous espérons que dans tout autre conflit le Conseil de sécurité pourra agir, conformément aux dispositions de la Charte, avec le même esprit de conciliation en faveur de la paix de l'humanité. Le potentiel du Conseil de sécurité doit être utilisé au maximum.

C'est dans cette conviction que la Colombie a présenté sa candidature à l'un des postes attribués à l'Amérique latine et aux Caraïbes au sein du Conseil de sécurité. La Colombie estime que ce poste lui permettrait de contribuer de façon constructive au cours du prochain biennium au règlement des problèmes qui menacent la paix et la sécurité internationales. Ayant été appuyés à l'unanimité par le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, nous espérons de même pouvoir bénéficier du vote de confiance de l'Assemblée générale.

La question de l'Afrique du Sud et de l'apartheid figure de nouveau à l'ordre du jour de cette assemblée, comme il se doit. Bien que nous estimions que l'Afrique du Sud n'est pas le seul endroit du monde où la discrimination raciale existe, la détestable discrimination raciale en Afrique du Sud est unique et, sur le plan moral, indéfendable et inhumaine.

C'est pour cela que nous tenons à réaffirmer notre solidarité avec le peuple sud-africain qui subit les conséquences de l'aberrant système actuel, ainsi qu'avec les pays de l'Afrique australe qui sont directement impliqués dans cette lutte.

Nous avons le devoir inéluctable de proposer des moyens efficaces de renforcer la paix. Cela englobe en particulier l'identification des éléments de coopération internationale qui assurent le développement équilibré et accéléré des pays du tiers monde. C'est pour cette raison que nous avons le plaisir aujourd'hui d'informer cette assemblée que la demande présentée par notre Président, M. Virgilio Barco, dans sa déclaration devant ce forum, il y a deux ans, de la convocation

"des responsables de toutes les institutions concernées du système des Nations Unies, pour qu'ils jettent les bases d'un programme d'action immédiate pour éliminer la pauvreté absolue, qui s'adressera tout particulièrement aux Gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes" (A/41/PV.18, p. 16).

M. Londono-Paredes (Colombie)

Cette demande s'est concrétisée par la tenue, le mois dernier, à Cartagena de Indias de la première Conférence de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la pauvreté absolue, dont je présenterai les conclusions, au nom de ses participants, pour examen par cette assemblée.

Dans cet ordre d'idées, nous estimons que nous ne pouvons plus repousser le moment d'aborder la question de la dette extérieure, qui devient de jour en jour un motif de trouble et de complexité croissants. Cette question n'a causé que désenchantement parmi ceux qui n'ont pas d'autre choix que de se déclarer impuissants face à des engagements insolubles. L'indifférence ou les positions ambiguës n'aident guère à sortir de l'abîme où nous a jetés cette erreur économique qui doit être affrontée simultanément par les débiteurs et les créditeurs.

Il nous faudrait en dire autant en ce qui concerne le trafic des drogues. On ne peut accepter que le poids de cette lutte soit imposé, avec une hypocrisie sans pareil, à un petit groupe d'Etats en développement dont les sociétés ne sont pas celles qui, dans la frustration de l'abondance, se sont livrés à la consommation des drogues. La lutte contre le trafic des drogues doit incomber à tous et doit être accompagnée d'une répression effective de la consommation. Nous voyons avec satisfaction que cette position est aujourd'hui adoptée en Amérique latine et aux Caraïbes et que l'on commence à entendre des voix qui permettent d'espérer qu'à l'avenir les pays consommateurs assumeront clairement la responsabilité qui leur incombe dans cette lutte.

La Colombie, l'une des plus solides et anciennes démocraties de l'Amérique latine, s'efforce, sous les menaces du terrorisme et du trafic de drogues, de mener une lutte active et permanente pour la défense et la promotion des droits de l'homme.

M. Londono Paredes (Colombie)

La Colombie est l'une des plus anciennes et des plus solides démocraties de l'Amérique latine et s'efforce, sous les menaces du terrorisme et du trafic de drogues, de mener une lutte active et permanente pour la défense et la promotion des droits de l'homme. Nous appuyons de façon active et inconditionnelle les mesures prises par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux chargés des droits de l'homme, mais nous signalons que l'effort déployé par quelques-uns pour les politiser au profit de certains intérêts, doit être freiné au profit de la promotion même de la cause des droits de l'homme dans le monde.

L'optimisme actuel nous incite à proposer la convocation en 1990, d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question du développement. Nous estimons que ce climat optimiste permettra d'évaluer objectivement la situation économique mondiale ainsi que les mesures nécessaires pour accélérer le développement des pays les plus pauvres.

Tant qu'il y aura des êtres humains affamés, sans abri, malades, ceux qui possèdent les ressources ne peuvent rester indifférents. La solidarité doit être une condition indispensable pour la survie des peuples et des nations.

M. CHEVARNADZE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Permettez-moi, Monsieur, de commencer par vous féliciter à l'occasion de votre élection au poste élevé et honorable de Président de la présente session de l'Assemblée générale.

Nous nous réunissons à une époque particulièrement intéressante. Bien qu'elle apparaisse comme étant tout à fait ordinaire sur le calendrier de travail de notre organisation, c'est une époque riche en événements extraordinaires, événements qui peuvent devenir le pain quotidien de la vie de l'humanité si nous arrivons à les transformer en règle générale. Voilà, à notre avis, quelle devrait être la portée essentielle de la présente session qui, à bien des égards, est le début d'une ère nouvelle pour la communauté mondiale. Nous parlons d'un nouveau calendrier mondial créé grâce aux efforts des Etats et des peuples, grâce aux efforts de l'Organisation des Nations Unies.

Un personnage de la comédie classique "Du malheur d'avoir de l'esprit" s'exclame "les calendriers mentent tous". Cependant, le calendrier qui prend forme à l'heure actuelle ne nous trompe pas. Il nous parle du fait que le monde change et que ce changement est un produit de la raison. Ce calendrier nous propose

M. Chevardnadze (URSS)

la réunion au sommet de Moscou, au cours de laquelle Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan ont échangé des instruments marquant l'entrée en vigueur du Traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et de plus courte portée; la conclusion des Accords de Genève concernant le règlement politique en Afghanistan; la première destruction publique de missiles nucléaires et le cessez-le-feu dans le conflit Iran-Iraq.

Toutes ces réalisations sont le produit de la raison, d'une nouvelle pensée politique qui triomphe du sombre héritage du passé. Ce calendrier détruit les "images de l'ennemi" que nous avons réciproquement et forge l'image d'un partenaire dans la coopération.

Il nous a permis de discuter d'un monde sans armes dans le contexte du désarmement réel qui se fait jour, ainsi que l'a récemment démontré la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement.

Il nous offre la chance de conclure avec succès la réunion de Vienne qui est un jalon essentiel du processus de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Voilà ce qui s'est déroulé durant l'année 1988, année au cours de laquelle nous avons d'ailleurs été les témoins de nombreux autres événements remarquables. En effet, cette année, nous avons assisté aux pourparlers quadripartites sur l'Afrique australe; il y a eu mouvement vers un règlement politique au Kampuchea; des contacts ont été pris afin de régler les problèmes existants sur la péninsule de Corée; les dirigeants des deux communautés jusqu'ici irréconciliables de Chypre divisée ont repris le dialogue; et nous avons assisté à une réaction positive vis-à-vis de l'initiative prise par le Secrétaire général des Nations Unies concernant le règlement du problème du Sahara occidental.

Vous me permettrez également d'inclure, parmi les jalons de cette année, la Conférence du Parti dans mon propre pays. Sa conclusion essentielle est que la perestroïka est irréversible. Elle est irréversible aussi bien dans notre politique intérieure que dans notre politique étrangère.

Des réformes radicales dans notre propre maison - et ici, je cite Mikhaïl Gorbatchev - nous ont poussés à adopter de nouvelles méthodes d'approche dans le domaine des affaires internationales également. D'une certaine façon le calendrier que je vous soumetts pour examen est l'une des conséquences de ce processus.

M. Chevardnadze (URSS)

Il Y a deux ans, nous avons déclaré ici que les considérations de groupes ou d'idéologies commençaient à céder le pas devant une compréhension que nous nous faisons de la paix en tant que valeur suprême. Seule la paix, traduite des termes des déclarations en mesures pratiques, peut offrir une chance de survie à l'humanité. Ayant compris cette tendance mondiale, l'Union soviétique s'y est associée par sa propre perestroïka, son processus de renouveau.

Aujourd'hui le monde évolue vers de nouvelles directions. Grâce aux efforts conjoints des Etats, grâce à la mise en oeuvre des principes de la nouvelle pensée politique, il est devenu possible d'éloigner la menace de guerre. Dans une large mesure, ceci est dû à la volonté politique manifestée par les dirigeants des Etats, et ici, je ne peux que marquer mon accord avec les observations faites hier par le Président Reagan au sujet des répercussions bénéfiques de ce processus sur le dialogue politique soviéto-américain.

Nous allons même encore plus loin, vers une sécurité totale. Pour ce faire, nous avons besoin d'une véritable coopération internationale. Cette alliance internationale universelle doit se hisser au-dessus des divergences qui, pour citer Albert Einstein, sont infiniment petites comparées aux dangers qui nous menacent tous.

La formation de cette alliance est facilitée par la création de mécanismes d'interaction entre les Etats et les peuples, et avant tout, par le biais des Nations Unies et de ses institutions. Son axe principal, son moteur, son coeur, se trouvent ici, dans notre maison de paix, comme s'y trouvent les gens qui ont trouvé les moyens d'accroître le pouvoir de ses instruments de paix et pour cela, nous les en remercions.

Il n'y a toutefois pas de meilleure manière d'exprimer notre gratitude qu'en déployant un effort collectif pour renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies et pour la rendre plus forte, non seulement en tant qu'instance internationale unique, mais également en tant que centre global tout aussi unique, permettant d'assurer la paix universelle et régionale aussi bien que la sécurité de chaque pays.

M. Chevardnadze (URSS)

A ce titre, les Nations Unies devraient, selon nous, jouer un rôle plus actif et plus direct dans l'élimination de la menace principale qui pèse sur l'humanité, à savoir la menace d'une catastrophe nucléaire. Nous voudrions que l'Organisation des Nations Unies participe davantage au processus de désarmement nucléaire, à l'obtention d'un accord mondial sur la cessation et l'interdiction des essais d'armes nucléaires et à la création de zones dénucléarisées dans diverses parties du monde.

L'espace doit attirer également l'attention prioritaire des Nations Unies. Il est d'un intérêt vital pour la communauté internationale d'empêcher que l'espace extra-atmosphérique ne se transforme en arène militaire. Nous pouvons encore le faire aujourd'hui. Demain, il sera trop tard.

L'Union soviétique a déjà préconisé la création d'une organisation spatiale mondiale qui pourrait aussi comprendre un centre de coopération internationale pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, créé, comme l'a proposé Mikhaïl Gorbatchev, sur la même base que le radar de Krasnoyarsk.

Nous demandons au Gouvernement des Etats-Unis de suivre cet exemple et d'apaiser ainsi les préoccupations que nous ressentons au sujet des radars américains au Groenland et en Grande-Bretagne. Ce faisant, non seulement nous poserions les fondations matérielles d'une coopération internationale dans l'espace, mais nous renforcerions également le régime du Traité ABM.

L'Organisation des Nations Unies ne peut participer en termes pratiques à la recherche d'une solution aux questions portant sur la limitation des armes de type classique. L'Union soviétique appuie l'idée de créer au sein des Nations Unies un registre des ventes et transferts d'armes de type classique et est prête à participer à la mise au point des paramètres d'un tel registre.

La course aux armements ne sera pas jugulée si nous ne contrôlons pas l'utilisation des réalisations scientifiques et techniques à des fins militaires. Nous appuyons la proposition de l'Inde et d'autres pays relative à la création d'un groupe dirigé par le Secrétaire général des Nations Unies et qui aurait pour tâche d'évaluer et de prévoir les techniques nouvelles.

L'Organisation des Nations Unies sera à la hauteur de toutes ces tâches si nous examinons à nouveau les aspects pratiques de nos travaux. Tout d'abord, l'Assemblée générale, qui est l'un des organes principaux de l'Organisation, doit

M. Chevardnadze (URSS)

considérablement augmenter sa contribution à la recherche de solutions aux problèmes internationaux, notamment en renouvelant et en améliorant ses méthodes et ses procédures.

Il n'y a qu'un critère à retenir ici: les décisions doivent être productives et doivent être élaborées et adoptées de manière démocratique. Une première mesure dans ce sens serait d'adopter un nombre plus important de décisions des Nations Unies par consensus, bien qu'il soit important que les résolutions adoptées par vote à l'Assemblée générale ne soient pas dévaluées.

Il est nécessaire aussi de renforcer les travaux du Conseil de sécurité et d'assurer une interaction plus étroite entre ses membres. Lors des consultations entre les cinq membres permanents du Conseil, auxquelles assiste le Secrétaire général, il serait bon que nous passions périodiquement en revue la situation dans les zones de conflit et que nous définissions les mesures prioritaires qui permettront d'améliorer la situation. Le Conseil de sécurité devrait envisager de se réunir périodiquement au niveau des ministres des affaires étrangères, comme envisagé par la Charte.

La convocation de réunions spéciales élargies du Conseil de sécurité dans les régions de tension mérite d'être envisagée. Des réunions de ce genre pourraient également avoir lieu dans les capitales des membres permanents du Conseil. L'Union soviétique confirme qu'elle est prête à accueillir une telle réunion à Moscou.

Nous avons tous une dette envers les Nations Unies, et c'est dans l'intérêt commun que nous devons rembourser nos dettes. Nous ne pourrions les rembourser entièrement si, outre nos contributions en dollars, nous n'investissons pas également en idées novatrices dans les activités des institutions de l'Organisation, si nous ne ranimons pas sa fonction essentielle de centre de règlement des conflits internationaux par des efforts concertés.

Ne nous lamentons donc pas à propos de prérogatives nationales sacro-saintes. L'Union soviétique préconise fermement le renforcement de la souveraineté nationale, plus particulièrement là où les violations de cette souveraineté sont le plus fortement et le plus douloureusement ressenties. Nous estimons que l'installation de bases militaires et la présence militaire étrangère sur le territoire d'autres États ainsi que des violations de la souveraineté nationale par l'arrivée non déclarée d'armes nucléaires dans les installations portuaires d'autres pays ou leur transit par celles-ci sont extrêmement contestables. Nous avons déclaré clairement notre position à ce sujet : toute présence militaire doit se limiter aux frontières nationales uniquement.

M. Chevardnadze (URSS)

Toutefois, ce dont nous parlons maintenant, c'est de **déléguer** volontairement une partie de nos droits nationaux dans **l'intérêt** de tous et ce, bien que cela puisse paraître assez paradoxal, afin de renforcer la **sécurité** nationale tout en renforçant en même temps la **sécurité** universelle.

La relation entre les événements qui se déroulent dans un monde interdépendant nous oblige de plus en plus à **déléguer** certaines de nos prérogatives nationales à une organisation internationale. En fait, c'est ce qui se passe déjà. Les activités militaires cessent d'être tabou. Ayant surmonté les problèmes de vérification et **entamé** le processus de véritable **désarmement** nucléaire, l'union soviétique et les **Etats-Unis**, la République démocratique allemande et la Tchécoslovaquie, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, la Belgique et les PaYS-Bas ont renoncé à certains de leurs droits quand ils ont permis l'inspection d'installations sur leur territoire. c'est dans l'intérêt de la sécurité universelle qu'ils l'ont fait.

En établissant de nouvelles **règles d'ouverture** dans le domaine militaire, **règles** inconcevables dans le passé, le monde est sans aucun doute en train de se doter d'un droit souverain commun, le droit à la survie.

Quand le Ministre de la défense des Etats-Unis prend place aux commandes d'un bombardier soviétique "top secret" et que le chef de l'état-major général des forces armées soviétiques visite une base américaine également "top secret", **il** s'agit-là de plus qu'un simple échange de courtoisies protocolaires conforme à l'esprit qui caractérise notre époque. Cela signifie que l'élimination du secret devient un facteur de sécurité.

Nous tirons cette conclusion du fait que nous sommes convaincus qu'il n'est plus possible aujourd'hui d'atteindre des objectifs **politiques** par la guerre. pour parler simplement, la guerre cesse d'être, et a en fait **cessé** d'être un instrument de politique rationnelle.

Envisageons ce postulat du point de vue des conflits régionaux. Alors qu'ils éclatent et se propagent de diverses manières, ils ont tous une caractéristique commune : ils se prolongent **de** manière intolérable sans aboutir à quelque résultat politique positif que ce soit.

Par contre, les résultats politiques positifs ne se font **pas** attendre quand l'ingérence dans les conflits régionaux cède le pas aux efforts de règlement déployés par la communauté mondiale. Personne ne devrait faire obstacle à ce processus.

M. Chevardnadze (URSS)

Dans ce contexte, nous nous devons de mentionner l'Afghanistan. Les Accords de Genève ne sont pas un cas isolé de règlement d'un conflit régional. Ces accords sont le premier effet d'une réaction en chaîne concourant à l'avènement d'un monde plus sain. Il s'agit là d'un nouveau début prometteur dans la politique mondiale, témoignant d'une évolution qualitative de la pensée politique. C'est un message positif envoyé à d'autres régions. Toute violation des Accords de Genève sape de telles réalisations. L'Union soviétique et la République d'Afghanistan respectent leurs obligations découlant des accords de bonne foi, à la lettre. Point n'est besoin de le prouver. Toutefois, certains déploient des tentatives en vue d'altérer de façon arbitraire la formule conçue par les Accords de Genève, modifiant ainsi nettement sa signification.

Dès que les troupes soviétiques ont commencé à se retirer, on a constaté une série de violations en chaîne. La liste de ces violations permettrait de réfuter totalement la déclaration entendue ici hier selon laquelle l'effusion de sang avait diminué dans la région. Au contraire, la terreur est en nette recrudescence, et de plus en plus dirigée contre la population civile. Dans de telles circonstances, le fait que certains respectent de bonne foi leurs obligations crée les conditions qui permettent à d'autres de commettre de nouveaux crimes, parmi lesquels le plus haineux est l'anéantissement d'espoirs douloureusement acquis. Nous ne devons pas permettre que les choses se déroulent ainsi. Nous ne devons pas permettre que soit rompue la chaîne de règlements des conflits engendrés par l'Afghanistan. Nous ne sommes pas en train de nous plaindre. Nous avons les moyens de tout régler, mais nous sommes responsables envers l'Organisation des Nations Unies, et c'est pour cette raison que nous lui lançons un appel. Nous proposons une réunion des membres permanents du Conseil de sécurité parrainée par le Secrétaire général des Nations Unies pour discuter de la question du respect des Accords de Genève. Il serait également pertinent d'inviter les représentants des parties directement concernées.

La participation active des Nations Unies à la résolution des grands problèmes internationaux nous a fait comprendre combien nous avons besoin de nouveaux mécanismes de vérification et de contrôle. Nous proposons de réfléchir à l'idée d'une agence de contrôle et de vérification internationale dans le cadre des Nations Unies. Le mandat de cette agence pourrait être très large. Le désarmement

M. Chevardnadze (URSS)

et la sécurité sous tous leurs aspects deviennent un processus de plus en plus multilatéral et véritablement international. On devrait également envisager la création d'une agence internationale de contrôle et de vérification. De nombreux pays en ressentent la nécessité. Par exemple, le Japon propose l'idée intéressante de contrôler, au niveau mondial, les séismes provoqués par les explosions nucléaires. La France a, selon nous, présenté une idée raisonnable tendant à créer un système international de surveillance de satellite. Reste à savoir comment mettre en oeuvre ces idées. Bien entendu, il serait tout à fait pertinent de les intégrer dans un mécanisme de vérification et de contrôle universel qui opérerait sous les auspices des Nations Unies ou au sein même de la structure des Nations Unies. La vérification n'est plus une préférence mais un besoin impérieux de notre époque.

Un autre besoin impérieux de notre époque est de rechercher les formes et les méthodes de développement des sociétés qui seraient conformes aux exigences modernes. Cela s'applique certainement également au socialisme. Mais cela s'applique tout autant aux autres systèmes socio-politiques. Alors que nous modifions nos propres intérêts et nos intérêts internationaux, nous sommes en droit d'attendre le même genre de perestroïka de la part des autres. Nous devons séparer le bon grain de l'ivraie, nous devons procéder au bon choix, et nous devons faire la distinction entre réalisation et détérioration et nous devons juger le passé de façon implacable. Faire son autocritique est la règle essentielle pour les politiciens qui ont foi en leur peuple et qui souhaitent obtenir sa confiance. Nous espérons que certains dirigeants des Etats qui prennent la parole devant la communauté internationale feront preuve d'une même autocritique en évaluant leur passé. Il est pertinent de mentionner cela cette année où nous célébrons l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme que certains commémorent en réaffirmant la primauté du droit et d'autres en prêchant leur bon droit. Nous pourrions dresser la liste des nombreux instruments internationaux en matière de droits de l'homme qui n'ont pas été ratifiés par les pays représentés ici par certains orateurs. Nous pourrions parler de la pratique constante des violations des droits de l'homme dans ces mêmes pays. Mais nous préférons parler de nous-mêmes. La primauté du droit est la pierre angulaire du renouveau politique de notre pays. La création d'un état de droit a également des répercussions

H. Chevardnadze (URSS)

directes sur notre politique étrangère. Un mécanisme constitutionnel permettant d'adopter des décisions et des stratégies de politique étrangère est mis en place dans notre pays. Des questions telles que celles des budgets militaires, de l'utilisation des troupes à l'extérieur du pays, et des innovations dans le développement des forces armées seront également soumises à l'examen constitutionnel et juridique.

Pour nous, le principe de la primauté du droit et la politique de démocratisation de notre société sont indivisibles. L'émergence d'un état de droit est lié à la volonté mondiale de confirmer la primauté du droit international en tant que norme de l'existence de l'humanité. Parmi les garanties de sécurité universelles politico-militaires, économiques, militaires et écologique, nous estimons que les garanties juridiques sont essentielles. Passer d'un état de droit à un monde de droit, telle est la logique de notre évolution.

L'élaboration d'un important programme à long terme pour le développement du droit international pourrait constituer un point de départ sur cette voie. Sa portée pourrait s'exprimer par le slogan "sécurité, confiance et coopération par le droit" •

Nous devons également oeuvrer de façon constante pour renforcer l'efficacité de la Cour internationale de Justice en mettant au point une démarche commune à tous les Etats envers l'organe juridique le plus important des Nations Unies. Une mesure importante consisterait à parachever la préparation d'un code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Le rôle du droit revêt sans doute la plus grande importance lorsqu'il s'agit d'assurer la liberté de choix, qui est l'épine dorsale de notre nouvelle pensée politique. Car comment la liberté de choisir sa propre voie peut-elle exister dans une situation où le droit international est constamment violé comme c'est le cas en Afrique australe, au Moyen-Orient, en Amérique centrale, et ailleurs? La liberté de choix défie la restriction imposée dans le cadre de frontières idéologiques ou de zones géographiques. On ne l'arrêtera pas par des "croisades"; on peut seulement la reconnaître. Cette liberté est absolue, tout comme notre respect à son égard, indépendamment de l'orientation d'un pays donné.

En définissant la liberté de choix comme étant un maillon fondamental de notre nouvelle pensée politique, nous espérons utiliser cette clef pour ouvrir de nombreuses portes qui jusqu'ici ont toujours été fermées à double tour. Tout en

M. Chevardnadze (URSS)

reconnaissant la diversité des intérêts, la priorité des valeurs humaines universelles et la primauté des moyens politiques pour résoudre les problèmes internationaux, et pour substituer le dialogue à l'affrontement, tous ces éléments et d'autres encore de la nouvelle pensée politique ont entraîné des modifications tangibles et, nous l'espérons, irréversibles et positives•

”

M. Chevardnadze (URSS)

Pourtant, les feux de l'inquisition politique embrasent toujours le monde, et certains voudraient mettre au bOcher des nations et des mouvements entiers, accusés d'"hérésie", parce qu'ils ont choist librement leur propre voie. L'idéologie sous forme de missiles les abat avec la même cruauté que la hache du Moyen-Age. Je tiens à souligner que notre sympathie va à ceux qui cherchent à exercer leur liberté de choix.

pourquoi, par exemple, le grand peuple américain pourrait-il poursuivre son grand rêve et pourquoi le peuple cubain ou nicaraguayen, angolais ou vietnamien, le peuple éthiopien seraient-ils privés du droit de poursuivre ses propres idéaux? pourquoi le peuple palestinien ne pourrait-il pas avoir de patrie? POurquoi d'autres nations, pays et mouvements seraient-ils humiliés par l'arrogance de grandes puissances? Sans renoncer à aucune de nos valeurs, sans nier aux autres le droit d'avoir leurs propres valeurs tout en continuant de respecter le voeu des peuples à l'autodétermination nationale et à leur libération de la soumission économique et de la dépendance politique, l'Union soviétique appuie une déidéologisation des relations internationales et l'exclusion de la composante majeure des différences idéologiques en politique étrangère et en diplomatie. Nous espérons que d'autres agiront de même.

Nous souhaitons que le problème de la mise en commun de nos efforts soit reconnu comme étant à la hauteur des problèmes que pose la survie de l'humanité. Nous escomptons que la force de la politique de maintien de la paix l'emportera sur la politique de la force qui a eu son heure dans l'histoire.

La division de l'humanité entre grands et petits pays n'a également plus cours. Et si le terme "grande puissance" subsiste malgré tout, il ne doit être compris que dans le sens d'une responsabilité plus grande de la part des grandes puissances à l'égard du reste du monde. Les divisions et redivisions du monde en sphères d'influence sont, d'un point de vue historique, vaines. Aujourd'hui, nous ne devons tous avoir qu'une sphère d'influence: notre planète. Elle périra si notre influence est divisée et fragmentée en blocs et systèmes pour contrer les menaces de dévelOpoements destructifs. Aussi, les dirigeants soviétiques ont-ils essayé de réintégrant de manière plus approfondie la notion intrinsèque au marxisme de l'interaction entre les classes et les valeurs universelles de l'homme, conformément à la priorité accordée aux intérêts partagés par toutes les nations.

M. Chevardnadze (URSS)

Dans notre vision de la coexistence pacifique, en tant que principe dans les relations internationales, il n'est pas question d'une forme spéciale de lutte des classes.

La polarisation rigide du monde, qui devient de plus en plus diversifié, doit céder le pas à sa consolidation, afin que la rivalité entre deux systèmes différents se poursuive sur une base autre que celle de l'affrontement. Il s'agit également, si l'on veut, d'un choix né de notre nouvelle pensée politique et de sa dialectique, grâce auquel il est possible de soumettre les politiques à l'épreuve de la vie réelle.

Il semble toutefois que tout le monde ne soit pas à la hauteur de cette liberté. Certains se raccrochent obstinément à leurs fétiches de division, d'autres essaient de freiner l'élan de cette force de liberté. C'est pourquoi de nombreux avertissements sont apparus au nouveau calendrier de paix pour cette année. Par exemple, aucune date n'a encore été arrêtée en vue de la signature d'un traité visant la réduction de 50 % des armes stratégiques. Le rythme du désarmement réel fixé par le Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée se ralentit à mesure que progressent les négociations.

Il semble que nous ayons traité une fois pour toutes de la question de la vérification. Et pourtant celle-ci se pose à nouveau du fait de la position négative adoptée par nos partenaires aux négociations. Il semble que le proverbe russe "Aie confiance mais vérifie" n'est valable que lorsqu'il s'applique à l'Union soviétique et non aux Etats-Unis.

Une fois encore, nous demandons aux Etats-Unis d'Amérique de considérer leur position en ce qui concerne la vérification du processus de réduction et d'élimination des arsenaux nucléaires. En effet, la vérification est plus qu'un simple contrôle technique du respect des obligations assumées par les parties. Elle est l'expression vivante de la sincérité et de l'honnêteté, sans lesquelles il est impossible de faire de la politique aujourd'hui. De même, il est regrettable que nous n'ayons conclu aucun accord en 1988, portant sur l'interdiction du placement d'armes dans l'espace extra-atmosphérique.

M. Chevardnadze (URSS)

Nous avons tout lieu d'espérer que nous assisterions, en 1989, à la signature d'une convention globale, de portée historique, sur l'interdiction complète et la destruction des armes chimiques. En fait, la plupart des questions complexes et fondamentales ont été soit réglées, soit sont sur le point d'aboutir. Mais une fois encore, le marasme de l'atermoiement, en faisant obstacle aux mesures finales, nous éloigne de la victoire. En attendant, en l'absence de tout progrès, une tendance alarmante à la prolifération d'armes chimiques et à ce que j'appellerais une permissivité chimique commence subrepticement à se dessiner.

Nous ne sommes pas opposés à l'exploration d'autres voies. L'Union soviétique juge positive la proposition faite hier par le Président des Etats-Unis de convoquer une conférence des parties au Protocole de Genève de 1925. En même temps, nous présumons bien entendu que l'élaboration de la convention sur l'interdiction des armes chimiques se poursuivra et ira à son terme.

Le processus de désarmement nucléaire engagé nous a permis de mieux saisir le problème que posent les forces armées et les armements classiques, y compris les armements navals. Là encore, nous nourrissions de grands espoirs pour cette année. Le programme de réductions radicales des capacités militaires des deux alliances politico-militaires opposées par les pays membres du Traité de Varsovie nous permet d'envisager une solution pratique à ce problème.

Nous avons un objectif clair : créer une situation où les deux parties auront certes les forces et la capacité nécessaires pour se défendre mais ne pourront lancer une attaque surprise ou procéder à des opérations offensives.

Il est un autre problème prioritaire. L'utilisation des armes classiques les plus modernes s'accroît. Leur perfectionnement technique permet de les utiliser plus facilement. Il n'est plus nécessaire à l'heure actuelle de consacrer du temps et de l'argent à une formation spéciale en vue de leur utilisation, et n'importe qui peut aisément se servir d'armes aussi infernales. En d'autres termes, les armes classiques font partie de la vie quotidienne; elles sont un instrument commun entre les mains de trop de gens. Cette situation dangereuse, typique de nombreux conflits régionaux, appelle des efforts conjoints pour restreindre les marchés d'armes classiques.

La définition du mandat pour des négociations futures constitue également une oeuvre collective. De concert avec nos alliés, nous allons rechercher des solutions qui nous rapprochent d'un accord général.

M. Chevardnadze'(URSS)

En parlant d'espairs déçus, il nous faut mentionner le manque de progrès constaté dans le règlement de certains problèmes urgents, tels que le Moyen-Orient, l'Amérique centrale et certains autres.

A l'heure actuelle, il est plus clair que jamais qu'il nous faut passer à l'action. Le bon sens élémentaire veut que la consolidation des forces l'emporte sur leur fragmentation et qu'un dialogue constructif l'emporte sur le schisme de la destruction. Nous ne pouvons plus perdre notre temps à nous blâmer les uns les autres, à nous faire des récriminations et des reproches. La destruction physique croissante de notre planète est le verdict qui s'oppose à la division actuelle du monde.

M. Chevardze (URSS)

C'est à cause de cette division que tant de pages du calendrier de 1988 sont restées blanches. C'est pour la même raison que cette année a été si généreuse en dates sombres.

Pour la première fois peut-être, nous avons vu la triste réalité de la menace qui pèse sur notre environnement. Il s'agit d'un deuxième front qui avance rapidement et qui revêt un caractère tout aussi urgent que la menace nucléaire et spatiale.

Pour la première fois, nous nous sommes rendus à l'évidence qu'en l'absence de tout contrôle global, les activités prétendument pacifiques et constructives de l'homme se transforment en fait en une agression mondiale contre le fondement même de la vie sur terre.

Pour la première fois, nous avons clairement compris ce que nous ne faisons que deviner, à savoir que la notion traditionnelle de sécurité nationale et universelle, fondée essentiellement sur les moyens militaires de défense, est maintenant complètement dépassée et doit être révisée d'urgence.

Face à la menace d'une catastrophe écologique, la ligne de démarcation d'un monde idéologique bipolarisé recule. La biosphère ne reconnaît aucune division en blocs, en alliances ou en systèmes. Nous partageons tous le même système climatique et personne n'est à même de créer sa propre défense écologique isolée et indépendante.

La "seconde nature" créée par l'homme - la technosphère - s'est révélée dangereusement fragile. Les conséquences de ses nombreux accidents deviennent internationales et globales. La crise de l'environnement est exportée sur une échelle de plus en plus grande, avec son cortège de technologies, d'installations et de produits toxiques et la diffusion, de façon ouverte ou cachée, de déchets par le biais des relations économiques. On assiste à des tentatives délibérées pour transformer des zones fortement peuplées du tiers monde en décharges pour déchets toxiques.

Dans une telle situation, il serait suicidaire d'essayer de régner économiquement au nom du développement national progressif et de penser réduire un ennemi imaginaire par la pression économique. Il est déraisonnable de faire obstacle à la reconstruction économique de pays qui cherchent à restructurer leurs industries énergétiques et à introduire des techniques permettant d'économiser les ressources sans produire de déchets, rendant ainsi le monde moins dangereux. Il

M. Chevarnadze (URSS)

serait beaucoup plus raisonnable, comme nous le proposons aux Etats-Unis et à d'autres pays, de renoncer à certains programmes militaires en cours ou prévus et d'utiliser les fonds ainsi libérés à la création d'un régime international de séoudté de l'environnement.

Toutes les catastrophes écologiques de l'année ont montré qu'il fallait d'abord et avant tout mettre en commun et coordonner les efforts de mise au point d'une stratégie globale de gestion rationnelle de l'environnement. Nous avons tous - je dis bien "tous" - besoin d'un programme international pour gérer les risques inhérents aux activités économiques et pour passer à des technologies de remplacement qui épargneront aussi bien l'homme que la nature. Nous avons besoin de ressources qui nous permettront de sauver notre planète au lieu de la détruire. Je pense que la communauté mondiale dispose de ces ressources mais il faut y ajouter la détermination et la volonté d'agir et, d'autre part, un mécanisme efficace de coopération écologique internationale.

Dans ce domaine, à l'évidence, nous ne pourrions rien faire sans les instruments d'une nouvelle pensée politique. Dans ce domaine également, il faut mettre l'accent sur le facteur temps. Nous avons fort peu de temps et les problèmes s'accroissent plus vite qu'on ne les résout. La simple application des décisions positives qui ont déjà été adoptées pourrait prendre des années. La seule élimination physique de missiles de portée intermédiaire et de courte portée exigera trois années de travail quotidien continu et tout le chapitre "mise en oeuvre" du Traité demandera 13 ans. si dans un proche avenir nous parvenons à un accord sur la diminution de moitié des armes stratégiques offensives, au train où vont les choses actuellement, le processus d'élimination durera 50 ans.

Voilà pourquoi nous devons prendre aujourd'hui des décisions montrant que nous avons le sens des responsabilités.

Qu'y a-t-il à notre passif? Des dizaines de milliers d'ogives nucléaires et des centaines de milliers de tonnes d'agents toxiques; des montagnes d'armes classiques, des trous dans la couche d'ozone et l'érosion de la biosphère. Un effet de serre et l'épuisement de ressources énergétiques non renouvelables; des pluies acides et des déserts qui dévorent le monde vert. Des incendies de forêts et des inondations, des mers qui s'assèchent et la disparition de la faune. Le terrorisme à l'encontre des peuples et l'agression contre la nature.

M. Chevardadze (URSS)

Qu'y a-t-il à notre actif? La maturité de plus en plus grande du monde, ce qui fait qu'il est possible de poser et de résoudre des problèmes mondiaux à l'échelle planétaire. Le mouvement "Greenpeace" qui prend de plus en plus d'importance dans le monde entier; des conceptions en matière d'environnement que partagent les scientifiques et les politiciens qui ont une action de plus en plus grande en matière d'environnement, comme le prouvent le document des Etats membres du Pacte de Varsovie et l'appel récent lancé par le mouvement Pugwash; le rapport intitulé "Notre avenir commun", préparé par la Commission mondiale que préside Mme Brundtland, et les modèles de renouveau écologique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour empêcher l'apocalypse de l'environnement, l'expérience des trois dernières années, qui prouve qu'il est possible de remédier à l'accroissement de la corrosion de la matière même de la Terre; l'expérience de mise en commun des efforts des Etats s'agissant d'utiliser des techniques de pointe telles que la fusion thermonucléaire et la supraconductivité dans l'intérêt de la survie de l'homme.

Le calendrier de l'année comporte également un autre événement : l'inauguration du centre pour la mise au point d'un réacteur thermonucléaire international auquel coopéreront des scientifiques de nombreux pays. Ils ouvriront la voie à des sources inépuisables d'énergie pour le siècle prochain et deviendront en même temps un modèle d'efforts communs dans l'intérêt de tous.

A notre actif, il y a la prise de conscience du fait que le monopole d'un petit nombre de pays hyperavancés technologiquement et qui tentent à tout prix d'empêcher les autres d'accéder au monde de la science et de l'information pourrait se retourner contre les tenants de ce monopole.

A notre actif, il y a les Nations Unies dont la grande efficacité a été prouvée de façon si éclatante par les événements de 1988. Elles nous ont également permis de comprendre une vérité simple mais combien importante : quand les nations, en particulier les grandes puissances, commencent à coopérer, les Nations Unies gagnent en influence et en force, s'inscrivant à nouveau dans l'esprit des objectifs qui ont présidé à leur création.

Il est vrai que la falte des deux éléphants qui piétinent l'herbe est toujours populaire. Le discours du Président Reagan hier semble bien indiquer que "l'herbe" n'est pas menacée. Nous ne voulons pas le combat, mais le parfait amour est encore une éventualité lointaine.

M. Chevardadze (CESS)

Pour parler sérieusement, la communauté mondiale a beaucoup gagné de l'amélioration des relations soviéto-américaines. A cet égard, c'est avec plaisir que je cite une remarque de M. Pérez de Cuéllar. La rencontre entre Gorbatchev et Reagan, a-t-il dit, a montré à la communauté mondiale un exemple de dialogue volontaire. Des gouvernements ont soudain compris que les Nations Unies sont un endroit approprié aux négociations et à la solution des problèmes.

M. Chevardnaze (URSS)

C'est juste. Je me contenterai d'ajouter que c'est l'endroit **des** plus appropriés. Et si, dans le passé, **il** n'en a pas toujours été ainsi, c'est l'Organisation des Nations Unies qui est le moins **à** blâmer. Disons-le hien franchement : beaucoup d'entre nous, y compris **notamment** les **membres** permanents du Conseil de sécurité, **sont à** blâmer de la dégratation de certains des principes fondamentaux consacrés dans la Charte de l'Organisation. Maintenant **qu'ils** reprennent leur valeur **première**, nous nous devons de **tirer parti des leçons** du passé pour garantir l'avenir.

A l'heure actuelle, l'Union **soviétique** repense **sa** politique précédente en ce qui concerne les institutions économiques de l'Organisation. En particulier, nous attachons une grande importance aux activités du Conseil économique et social des Nations Unies et nous souhaiterions contribuer au renforcement de son efficacité. Aucun pays n'a quoi que ce soit **à gagner** en restant **à l'écart** des instances internationales de notre organisation. Après **avoir tiré** cette conclusion plus qu'évidente, **il** convient de se demander si certains de nos partenaires ne devraient pas revoir leur attitude **à l'égard** de l'Unesco.

Les membres permanents du Conseil de sécurité devraient donner l'exemple en renforçant l'autorité et le rôle des Nations unies, ainsi qu'en accroissant et en enrichissant leurs fonctions de maintien de la paix. Nous assistons maintenant **à** la renaissance de notre organisation et, en même temps, nous en sommes les architectes.

Nous renforcerons encore plus le rôle des Nations-Unies en déployant des efforts concertés pour combattre les menaces posées **à** notre **environnement**. **Il** faut créer un mécanisme international **à l'intérieur** des **Nations Unies**, mécanisme qui permettra de prendre des décisions urgentes en ce qui concerne des problèmes mondiaux pressants, notamment les problèmes économiques et écologiques.

L'Union soviétique **propose** une discussion sur la **façon** de transformer le Programme des Nations Unies pour l'environnement en un Conseil de l'environnement habilité à prendre des décisions efficaces permettant d'assurer la sécurité écologique. Nous proposons la tenue d'une série de réunions d'urgence en trois étapes sous les auspices des Nations Unies **pour** coordonner les efforts dans le domaine de la sécurité écologique. Premièrement, **il** s'agirait de tenir en 1989

M. Chevardnaze (URSS)

une réunion consultative d'experts pour discuter de l'état de santé de la Terre; deuxièmement, en 1990, il y aurait une réunion au sommet des chefs de 15 ou 20 Etats représentant tous les continents et le Mouvement des non-alignés; enfin, en 1992 ou même avant, il y aurait, telle qu'elle a été prévue, une seconde conférence internationale des Nations Unies sur l'environnement. Cette dernière devrait être une réunion au sommet.

Nous avons présenté un calendrier des véritables réalisations, un calendrier d'idées à réaliser, un calendrier d'espoirs et de projets pour l'avenir. Le bilan des activités de la présente année ne constitue pas une fin en soi. Ce qui constitue une fin en soi, c'est le principe moral intérieur de la recherche du progrès et de l'acceptation de la nécessité politique d'identifier le moment de vérité, qui depuis des temps immémoriaux a tendu vers le mouvement et non la stagnation.

Cette année a été riche en mouvement et en reculs. Elle a montré que M. Mikhaïl Gorbatchev avait raison lorsqu'il a dit:

"Une situation complexe et, à bien des égards, inhabituelle, se fait jour dans le monde. Nous nous trouvons au début d'une nouvelle route longue, semée de nouvelles possibilités et de nouvelles difficultés."

Quelle tendance va l'emporter? Est-ce que ce sera la tendance vers le progrès ou la tendance vers l'inertie? Pour trouver la réponse, il faudra renoncer à certains dogmes, même s'ils sont présentés sous forme de truismes éternels. Nous devons rédiger un nouveau catéchisme de la conduite des affaires internationales qui, dans son introduction, consacrera les principes de la pensée et de la raison, puis énoncera les actions susceptibles de favoriser notre salut et notre épanouissement.

Il faut cesser de sermonner dans les hautes instances internationales et reconnaître le principe d'égalité dans le dialogue international. Quant au dogme de la "paix par la force", laissons-le à ceux qui vénèrent les commandements désuets du passé. Le principe fondamental de l'histoire se fonde sur la paix par la raison, et ce principe devrait régir l'avenir. Le passé a beaucoup d'influence sur nous, néanmoins l'avenir possède une force d'attraction plus grande. La métaphore poétique - "cultiver l'amour de l'espace, entendre l'appel de l'avenir" - revêt une signification politique noble.

Ne faisons pas la sourde oreille à cet appel. Répondons-yen nous unissant réellement pour sauver la vie sur notre Terre. Commençons dès maintenant.

La séance est levée à 12 h 55.